

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS (1973-1986)

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Éthiopie	MSF
1973-1974		Famine en <u>Éthiopie</u> (200 000 morts) Création de la <u>RRC</u> (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation)	
1974		Septembre 1974 Renversement de l'empereur d' <u>Éthiopie</u> , Haïlé Sélassié.	
1977	Printemps 1977 Après le refus des <u>États-Unis</u> (administration Carter) de lui livrer des armes, l' <u>Éthiopie</u> s'allie avec l' <u>URSS</u> . Celle-ci abandonne son alliance avec la Somalie, pays à ses yeux stratégiquement moins intéressant.	Printemps 1977 Politique de terreur du DERG (comité militaire provisoire) du colonel Mengistu.	
1978		Début de la rébellion <u>érythréenne</u> contre le régime <u>éthiopien</u> .	
Début années 80			<u>MSF</u> France : Missions chirurgicales clandestines en <u>Érythrée</u> et au <u>Tigré</u> . Activités chirurgicales et de kinésithérapie auprès des réfugiés tigréens au Soudan.
1983		Sécheresse et famine dans les régions du <u>Nord</u> (<u>Wollo</u> , <u>Tigré</u>), de l' <u>Est</u> (<u>Hararghé</u>) et de l' <u>Ouest</u> (<u>Wellega</u> , <u>Illubabor</u>). Le colonel Mengistu nie l'existence de la famine mais autorise la <u>RRC</u> à ouvrir des centres de distribution de vivres.	
1984		Début 1984 Rapport de la commission pour l'organisation du <u>Parti des travailleurs</u> : « L' <u>Éthiopie</u> peut s'en sortir toute seule. »	

	International	Éthiopie	MSF
FÉV. 1984			Février 1984 Mission exploratoire de <u>MSF France</u> à <u>Korem</u> à la demande de la <u>RRC</u> .
MARS 1984		30 mars 1984 Appel à l'aide de la <u>RRC</u> aux bailleurs internationaux pour 450 000 tonnes de vivres. 87 000 tonnes fournies dans un premier temps.	
AVRIL 1984			Avril 1984 Ouverture d'une mission <u>MSF France</u> à <u>Korem</u> (5 employés internationaux).
MAI 1984			Mai 1984 AG de <u>MSF France</u> : création de <u>Liberté Sans Frontières</u> . L'équipe de <u>MSF France</u> à <u>Korem</u> signale les taux de mortalité élevés au <u>PAM</u> , qui en parle à la BBC.
JUIN 1984	Juin 1984 Au <u>Conseil mondial de l'alimentation</u> , Mengistu déclare que la situation alimentaire en Éthiopie est sous contrôle.		
JUIL. 1984			Juillet 1984 Ouverture d'une mission de <u>MSF France</u> à Kobo. Les déplacés repartent chez eux, espérant la pluie.
SEPT. 1984		Septembre 1984 Arrivée en masse des paysans affamés à Korem (pas de pluie). 12 septembre 1984 Célébration du <u>10e anniversaire</u> de la révolution et création du <u>Parti des travailleurs éthiopiens</u> . Couverture médiatique importante.	Début septembre 1984 L'équipe de <u>MSF France</u> parle aux nombreux journalistes en reportage à Korem.

	International	Éthiopie	MSF
OCT. 1984	<p>23 octobre 1984 Diffusion sur « Six o'clock » <u>BBC</u> du reportage sur la famine en <u>Éthiopie</u> ; repris par 425 télévisions dans le monde.</p> <p>Octobre 1984 Campagnes de collectes de fonds pour l'Éthiopie dans le monde entier.</p>	<p>3 octobre 1984 <u>Discours du colonel Mengistu</u> reconnaissant l'existence de la famine.</p> <p>26 octobre 1984 Création du <u>Comité national pour les désastres naturels et la réhabilitation (CNDR)</u>, proche du régime, qui supplante la RRC.</p>	<p>Début octobre 1984 Création de <u>MSF Hollande</u>.</p> <p>Octobre 1984 Amélioration de la situation sur la mission de <u>MSF France</u> à <u>Korem</u>.</p>
NOV. 1984		<p>16 novembre 1984 <u>Mengistu</u> : priorité nationale au <u>transfert d'1,5 million d'habitants du Nord vers le sud</u>.</p>	
DÉC. 1984	<p>3 décembre 1984 L'ONG <u>War on Want</u> (Royaume-Uni) accuse le gouvernement <u>éthiopien</u> de détourner l'aide pour affamer les populations rebelles.</p> <p>Décembre 1984 Grande mobilisation médiatique pour aider les victimes de la famine en <u>Éthiopie</u>. <u>Disques et concerts du Band Aid</u> et de <u>Chanteurs Sans Frontières</u>. <u>100 000 tonnes</u> de vivres par mois livrées en <u>Éthiopie</u>.</p>	<p>Fin année 1984 200 000 personnes réinstallées dans le <u>sud</u> de l'<u>Éthiopie</u>.</p>	<p>Décembre 1984 Une rafle a lieu dans le camp de <u>Korem</u>. Aux protestations de <u>MSF France</u> les autorités locales répondent qu'il s'agit d'une erreur, qui ne se renouvellera pas.</p>

	International	Éthiopie	MSF
FÉV. 1985			<p>10 février 1985 <u>Lettre</u> des équipes de MSF au Tchad (toutes sections) contre LSF.</p> <p>22 février 1985 <u>Korem</u> : les autorités interdisent à <u>MSF France</u> de distribuer des couvertures, vêtements et tentes. Extension du couvre-feu.</p>
MARS 1985		<p>13 mars 1985 La <u>RRC</u> lance un appel à l'aide internationale.</p> <p>14 mars 1985 Conférence de presse du <u>Comité national pour les désastres naturels et la réhabilitation</u> : « Les choses ont été exagérées et inventées. »</p>	<p>Début mars 1985 Les équipes de <u>MSF France</u> et <u>SCF</u> découvrent de nouveau le camp de <u>Korem</u> vide après un raid de soldats, qui sont aussi entrés dans l'hôpital.</p> <p>12 mars 1985 La direction et le conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> envoient à leurs membres un dossier à charge contre <u>Liberté Sans Frontières</u>.</p> <p>Courant mars 1985 <u>MSF Belgique</u> ouvre un programme à <u>Idaga Hamous</u>, près d'Adigrat (Tigré).</p> <p>Fin mars 1985 Interrogations du conseil d'administration de <u>MSF France</u> sur la réinstallation forcée. Mission exploratoire de <u>MSF Hollande</u> auprès des réfugiés éthiopiens en Somalie.</p>

	International	Éthiopie	MSF
AVRIL 1985			<p>Début avril 1985 Intervention d'une équipe MSF Belgique/MSF France/MSF Hollande auprès des réfugiés éthiopiens à <u>Hargeissa</u> (Somalie).</p> <p>5 avril 1985 Décision du conseil d'administration de MSF Belgique de rompre les relations avec <u>MSF France</u>.</p>
AVRIL 1985		<p>8 avril 1985 <u>Mengistu</u> au <u>Comité central du Parti des travailleurs éthiopiens</u> : « Il n'y a pas d'alternative à la collectivisation de la paysannerie. »</p> <p>Avril-mai Choléra à <u>Korem</u> et <u>Kobo</u>. Interdiction de prononcer le mot « choléra », on parle de « gastro-entérite ».</p>	<p>19 avril 1985 <u>MSF France</u> parle de <u>choléra</u> dans une réunion internationale de bailleurs de fonds et frôle l'expulsion.</p> <p>27 avril 1985 L'AG de <u>MSF Belgique</u> décide de rompre toute relation avec <u>MSF France</u> tant que celle-ci reste liée à <u>Liberté Sans Frontières</u>.</p>
	<p>29 avril 1985 Article du <u>Washington Post</u> (États-Unis) sur les événements d'Ibnet.</p>	<p>28 avril 1985 Dispersion violente des 57 000 déplacés du camp d'<u>Ibnet</u> (Gondar).</p> <p>29 avril 1985 <u>Mengistu</u> déclare que les événements d'Ibnet ne sont qu'un dérapage.</p>	
MAI 1985		<p>1^{er} mai 1985 <u>Mengistu</u> dénonce « le dénigrement du projet de réinstallation par les forces impérialistes ».</p>	

	International	Éthiopie	MSF
MAI 1985			<p>3 mai 1985 Après les événements d'Ibnet, dans <i>Libération</i> (France), le président du conseil d'administration de MSF France s'interroge sur la possibilité de continuer à travailler en Éthiopie. Le conseil d'administration de MSF France décide d'entamer une procédure afin de retirer à MSF Belgique le droit de porter le nom de MSF.</p> <p>Début mai 1985 AG de MSF France : MSF Belgique questionne l'existence de <u>Liberté Sans Frontières</u> et la responsabilité de l'équipe de direction de MSF France. MSF Belgique attaque <u>Liberté Sans Frontières</u> dans <i>Le Monde diplomatique</i> (France) : « Une fondation au-dessus de tout soupçon ».</p> <p>17 au 20 mai 1985 Mission exploratoire de <u>MSF France</u> dans la région de <u>Sekota</u>.</p>
	<p>Fin mai 1985 La presse internationale dénonce les détournements et l'instrumentalisation de l'aide dans le contexte des relations <u>Est-Ouest</u>.</p>		
JUIN 1985			<p>Début juin 1985 Mission exploratoire de <u>MSF France</u> dans la région de <u>Kelala</u>.</p>
JUIL. 1985			<p>Juillet 1985 <u>MSF France</u> : Ouverture de programmes d'assistance médicale à <u>Kelala</u> et <u>Sekota</u> Premières demandes pour ouvrir un centre nutritionnel thérapeutique à Kelala. <u>MSF Belgique</u> : Ouverture d'un programme à <u>Zala Ambessa</u>.</p>

	International	Éthiopie	MSF
JUIL. 1985	Juillet-août 1985 Évaluation discrète de la <u>Fédération internationale des ligues des Croix-Rouge</u> en zone de réinstallation.		15 juillet 1985 MSF France perd le procès intenté pour retirer le droit de porter le nom de MSF à <u>MSF Belgique</u> .
AOÛT 1985		Août 1985 La <u>RRC</u> demande aux paysans de <u>Maïchew</u> , déplacés à <u>Korem</u> , de rentrer chez eux et autorise la <u>Croix-Rouge</u> à leur distribuer des céréales.	Août 1985 <u>MSF France</u> reçoit les rapports de <u>Cultural Survival</u> , contenant les récits de réfugiés éthiopiens au <u>Soudan</u> ayant fui pendant les opérations de réinstallation forcée.
SEPT. 1985		17 septembre 1985 Réunion du <u>CRDA</u> : <u>Jack Finucane</u> , de <u>Concern</u> , déclare que 15 à 20 % des décès ont lieu pendant les transferts.	
OCT. 1985	Mi-octobre 1985 Débat aux <u>États-Unis</u> sur la politique du régime éthiopien face à la famine – audition de <u>Jason Clay</u> (<u>Cultural Survival</u>) devant le Congrès.	Début octobre 1985 Reprise des transferts forcés. Interdiction à la <u>Croix-Rouge</u> de livrer des vivres aux paysans de <u>Maïchew</u> qui, affamés, reviennent dans les centres de distribution de vivres et sont raflés.	7 octobre 1985 Nouvelle demande de <u>MSF France</u> pour l'ouverture d'un centre nutritionnel thérapeutique à <u>Kelala</u> .
		19 octobre 1985 Réunion du <u>CRDA</u> : <u>Jack Finucane</u> (<u>Concern</u>) minimise ses propos du 17 septembre, sur le nombre de décès pendant les transferts.	

	International	Éthiopie	MSF
OCT. 1985	<p>26 octobre 1985 Événements de <u>Korem</u> rapportés dans la presse internationale.</p> <p>29 octobre 1985 Le représentant de l'<u>ONU</u> en <u>Éthiopie</u> encourage les bailleurs de fonds à financer les programmes de réinstallation.</p>		<p>22 octobre 1985 Au Club de la presse anglo-américaine de Paris, le <u>président du conseil d'administration</u> de <u>MSF France</u> dénonce le blocage de l'ouverture d'une mission MSF à Kelala et déclare que, sans cette ouverture, <u>MSF France</u> se retirera d'Éthiopie.</p> <p>23 octobre Nouvelle demande de <u>MSF France</u> pour l'ouverture d'un centre nutritionnel thérapeutique à <u>Kelala</u>.</p> <p>24 octobre 1985 La RRC accuse <u>MSF France</u> de mener une campagne de désinformation.</p> <p>25 octobre 1985 20 000 personnes déplacées fuient le camp de <u>Korem</u> au milieu de la nuit. 600 sont mises de force dans des camions sous les yeux de l'équipe de MSF France.</p> <p>28 octobre 1985 Le conseil d'administration de MSF France décide de parler publiquement des difficultés à travailler en Éthiopie.</p>

	International	Éthiopie	MSF
OCT. 1985			<p>31 octobre 1985 Débat-conférence de presse à Paris entre le président du conseil d'administration de MSF France et le commissaire de la RRC, Dawit Giorgis, qui promet d'autoriser l'ouverture d'un centre thérapeutique à Kelala.</p>
NOV. 1985		<p>Novembre 1985 À Kelala, l'équipe MSF découvre 800 personnes parquées derrière un monticule, en plein air depuis une semaine, avant leur transfert forcé par camion.</p> <p>7 novembre 1985 Visite officielle à Kelala de la RRC, d'un représentant des Nations unies et d'ambassadeurs : refus de rencontrer les « candidats au départ » malgré l'alerte de MSF.</p>	<p>1^{er} novembre 1985 « MSF quittera l'Éthiopie si... » Rony Brauman, président du conseil d'administration de MSF France, paru dans <i>La Croix</i> (France) : « MSF ne veut pas partir mais seulement travailler convenablement. »</p> <p>Novembre 1985 Droit de réponse de MSF France dans <i>Le Monde diplomatique</i> (France) aux critiques à l'encontre de Liberté Sans Frontières.</p> <p>3 novembre 1985 MSF citée dans l'article du <i>Sunday Times</i> (Royaume-Uni) « 500 000 personnes meurent durant le transfert éthiopien. »</p> <p>5 novembre 1985 Dans <i>Libération</i> (France), le président du conseil d'administration de MSF France demande un moratoire de quatre mois sur les transferts. Diffusion du rapport confidentiel de MSF, « les déportations de masse en Éthiopie ».</p>

	International	Éthiopie	MSF
NOV. 1985	<p>20 novembre 1985 Le bureau des Nations unies pour les opérations d'urgence en Afrique déclare n'avoir aucun élément pour affirmer que des dizaines de milliers d'<u>Éthiopiens</u> seraient morts pendant des opérations de transfert.</p>		<p>14 novembre 1985 Interview du <u>président du conseil d'administration de MSF France</u> dans <i>Paris Match</i> : « En Éthiopie, votre argent finance des déportations massives. »</p> <p>15 novembre 1985 À Addis-Abeba, le <u>président du conseil d'administration de MSF France</u> rencontre le nouveau représentant de l'<u>ONU</u> qui déclare n'avoir « aucune raison de penser que les gens quittent les centres de distribution contre leur propre gré ».</p> <p>16 novembre 1985 Rendez-vous <u>MSF France/RRC</u> transformé en conférence de presse-tribunal populaire.</p> <p>20 novembre 1985 Lettre de <u>Rony Brauman, président du conseil d'administration de MSF France</u>, au commissaire adjoint de la RRC : proposition d'une mission exploratoire en zones de réinstallation.</p> <p>21 novembre 1985 Lettre de <u>Rony Brauman, président du conseil d'administration de MSF France</u>, au représentant de l'<u>ONU</u> en <u>Éthiopie</u> : les critères de départ pour la réinstallation ne sont pas remplis. Qu'en pense-t-il ?</p> <p>25 novembre 1985 L'équipe de <u>MSF France</u> se bat pour empêcher le transfert forcé de 100 personnes de <u>Sekota</u>.</p>

	International	Éthiopie	MSF
NOV. 1985			<p>26 novembre 1985 L'équipe de MSF France découvre 200 personnes enfermées dans l'église de <u>Sekota</u>, prêtes à être transférées.</p>
		<p>27 novembre 1985 Diffusion par la <u>RRC</u> d'un document dénonçant les allégations des médias et vantant les qualités de la réinstallation.</p>	<p>29 novembre 1985 Lettre de MSF à la RRC dénonçant les événements de Sekota.</p>
DÉC. 1985		<p>3 décembre 1985 La <u>RRC</u> déclare avoir accepté « l'offre de MSF de cesser ses opérations en Éthiopie ».</p>	<p>2 décembre 1985 L'équipe de <u>MSF France</u> à Addis-Abeba est sommée par la <u>RRC</u> de cesser ses opérations et de <u>quitter l'Éthiopie</u>. Les comptes bancaires sont gelés, l'administrateur et le logisticien privés de visa de sortie.</p> <p>3 décembre 1985 <u>Conférence de presse</u> de MSF France à Paris : « L'aide ne sert pas à sauver, mais à opprimer. »</p> <p>4 décembre 1985 Le chef de mission de <u>MSF France</u> demande au responsable de l'ONU en Éthiopie de s'assurer de la reprise des programmes.</p>
	<p>7 décembre 1985 Une infirmière d'<u>Oxfam</u> déclare que les réinstallations ne sont pas volontaires. <u>Oxfam</u> se dit inquiet mais n'envisage pas de retrait.</p>		<p>7 décembre 1985 <u>Conférence de presse</u> du président du conseil d'administration de MSF France à Londres : récit des volontaires MSF, appel à un moratoire sur les transferts forcés.</p>

	International	Éthiopie	MSF
DÉC. 1985	<p>18 décembre 1985 La représentante de l'Éthiopie auprès de l'ONU affirme que MSF a été expulsée pour ingérence dans les affaires politiques internes du pays.</p> <p>Fin décembre 1985 L'agence américaine pour le développement (USAID) dénonce officiellement la politique de déportation menée par les autorités éthiopiennes.</p>	<p>16 décembre 1985 Annonce dans la presse internationale de la défection de <u>Dawit Wolde Giorgis</u>, le commissaire de la RRC.</p> <p>18 décembre 1985 Déclaration des membres du CRDA (40 ONG en Éthiopie) critiquant la mauvaise publicité faite par MSF aux organismes de secours en Éthiopie.</p>	<p>8 décembre 1985 <u>Conférence de presse</u> des volontaires MSF France de retour d'Éthiopie à Paris.</p> <p>12 décembre 1985 MSF France demande l'aide du Parlement européen pour obtenir un moratoire sur les déplacements forcés. Le Parlement européen critique la politique de déportation et demande aux autorités éthiopiennes d'autoriser <u>MSF France</u> à reprendre ses activités.</p> <p>18 décembre 1985 <u>Conférence de presse</u> de <u>MSF France</u> à Genève.</p> <p>19 décembre 1985 <u>Conférence de presse à Nairobi</u> : MSF France souhaite la création d'un front commun des organisations humanitaires en <u>Éthiopie</u>.</p> <p>Courant décembre 1985 <u>MSF France</u> publie un document d'information sur son départ d'<u>Éthiopie</u> pour les donateurs.</p>

	International	Éthiopie	MSF
1986 JAN. 1986	<p>21 janvier 1986 Le gouvernement <u>étasunien</u> critique la politique éthiopienne de réinstallation forcée.</p>		<p>Janvier 1986 MSF France mène aux États-Unis et au Canada une campagne de dénonciation des déplacements forcés en <u>Éthiopie</u>.</p> <p>13 janvier 1986 MSF Belgique signe avec les autorités éthiopiennes un accord d'aide médicale d'un million de dollars.</p> <p>30 janvier 1986 Le directeur général du bureau de l'<u>ONU</u> pour les opérations d'urgence en Afrique rejette les conclusions de <u>MSF France</u> sur l'<u>Éthiopie</u>. Le représentant de l'<u>ONU</u> en <u>Éthiopie</u> déclare qu'il est impossible de dresser des statistiques.</p>
FÉV. 1986		<p>Février 1986 Les autorités <u>éthiopiennes</u> annoncent l'arrêt temporaire des réinstallations pour consolidation. La « villagisation » continue.</p>	
MARS 1986		<p>Mars 1986 Des milliers d'<u>Éthiopiens</u> fuient la « villagisation » et se réfugient en Somalie.</p> <p>22 mars 1986 <u>Mengistu</u> annonce que les transferts seront désormais basés sur le seul volontariat.</p>	

	International	Éthiopie	MSF
MARS 1986			Fin mars 1986 Claude Malhuret, le directeur général, quitte <u>MSF France</u> et devient <u>secrétaire d'État aux Droits de l'homme</u> du nouveau gouvernement français.
AVRIL 1986	Avril 1986 Diplomates, organisations de secours et presse internationale critiquent le programme de « villagisation ».	11 avril 1986 Mengistu annonce que 3 millions d' <u>Éthiopiens</u> ont déjà été déplacés.	
MAI 1986		Début mai 1986 Les autorités <u>éthiopiennes</u> demandent l'extradition de <u>Dawit Wolde Giorgis</u> , ancien <u>commissaire de la RRC</u> , accusé de détournement de fonds.	
MAI 1986	21 mai 1986 Le bureau des opérations d'urgence de l' <u>ONU</u> pour l' <u>Éthiopie</u> lance un appel au financement du transport de l'aide internationale à l' <u>Éthiopie</u> et donne un avis positif sur les effets à long terme de la réinstallation.	21 mai 1986 <u>Dawit Wolde Giorgis</u> déclare à la presse : « la famine relève d'un problème politique » et critique la gestion de son gouvernement.	
JUIN 1986		Juin 1986 Défection de <u>Berhanu Derhessa</u> , <u>commissaire adjoint de la RRC</u> , qui critique la politique de son gouvernement.	Juin 1986 En visite aux États-Unis, le <u>président du conseil d'administration de MSF France</u> déclare que l'argent collecté par le <u>Band Aid</u> est détourné. 17 juin 1986 Conférence de presse de <u>MSF France</u> à Paris : critique des détournements de l'aide internationale et comparaison du régime éthiopien avec celui des <u>Khmers rouges</u> (Cambodge).

	International	Éthiopie	MSF
JUIN 1986		<p>20 juin 1986 Dawit Wolde Giorgis demande aux États-Unis de continuer l'aide à l'<u>Éthiopie</u>, en s'assurant qu'elle n'est pas détournée par le gouvernement, qu'il accuse d'établir un régime de type soviétique.</p>	
JUIL.-AOÛT 1986			<p>Juillet-Août 1986 MSF France poursuit sa campagne de dénonciation de la « villagisation ».</p>
SEPT. 1986		<p>8 septembre 1986 Défection de l'<u>ambassadeur d'Éthiopie en France</u>.</p>	
OCT. 1986			<p>Octobre 1986 Article de <u>Rony Brauman</u>, président de MSF France, dans les éditions anglophones du <i>Reader's Digest</i> : « <i>Famine aid, were we duped?</i> » (Aide à la famine, avons-nous été trompés ?)</p>
OCT. 1986		<p>29 octobre 1986 Défection du <u>ministre des Affaires étrangères éthiopien</u>.</p>	<p>29 octobre 1986 <u>Colloque</u> organisé par Liberté Sans Frontières : « La pitié dangereuse : de l'aide aux victimes à l'aide aux bourreaux ».</p>
DÉC. 1986			<p>Décembre 1986 Reprise de l'article de <u>Rony Brauman</u> dans les éditions francophones du <i>Reader's Digest</i> : « Faut-il encore aider l'Éthiopie ? » <u>Bob Geldof (Band Aid)</u> accuse MSF France d'être une organisation politique. 15 ans de MSF : selon la presse, l'image de MSF n'a pas souffert des querelles politiques.</p>

	International	Éthiopie	MSF
1987		Nouvelle sécheresse en Éthiopie. Le système agricole est déstructuré par la « villagisation ».	MSF France refuse de s'engager au silence, condition du gouvernement éthiopien pour l'autoriser à intervenir. MSF Belgique continue ses activités en Éthiopie. 28 février 1987 Réunion des sections de MSF à Amsterdam : reprise du dialogue.
1989			3 et 4 juin 1989 Première convention européenne de MSF à Toulouse.
1991		Chute du <u>DERG</u> et fuite de <u>Mengistu</u> au Zimbabwe.	
2006		<u>Mengistu</u> est condamné pour <u>génocide</u> , par contumace, par la <u>justice éthiopienne</u> , à une peine de réclusion à perpétuité.	
2008		En appel, la <u>Haute Cour de justice éthiopienne</u> , par contumace, commue la peine de <u>Mengistu</u> en peine de mort.	
2022		Le Zimbabwe laisse entendre qu'il pourrait envisager d'extrader <u>Mengistu</u> vers l' <u>Éthiopie</u> si <u>Addis-Abeba</u> en faisait la demande.	